



# INITIATIVE CUBA SOCIALISTA

Bruxelles, le 22 août 2008

Concerne Examen Périodique Universel  
Pays : Cuba

Cher Monsieur, chère Madame,

Nous avons l'honneur de vous adresser cette lettre, dans le cadre de l'évaluation de la situation des droits de l'homme à Cuba.

Nous considérons que la situation des droits de l'homme sur l'île dépasse de loin celle du reste du continent. En Amérique latine, 40% des gens vivent dans la pauvreté, et 19% vivent dans la pauvreté extrême. A Cuba, le pourcentage de pauvres se limite à 5%, et même ceux-là disposent d'un logement, de l'enseignement et des soins de santé gratuits, ce qui est inimaginable dans le reste du continent. Selon la FAO, on y trouve à peine un pour cent de personnes sous-alimentées, alors que pour le reste de l'Amérique latine ce chiffre s'élève à dix pour cent. Entre 1996 et 2006, 192 journalistes ont été assassinés en Amérique latine, aucun à Cuba. En Amérique centrale, 7,5 millions d'enfants sont obligés de travailler afin de survivre, aucun à Cuba. L'île a une scolarité de 100%. Une étude récente de l'UNESCO a d'ailleurs relevé que les enfants cubains se distinguent de cent points ou plus de 16 autres pays participants de l'Amérique latine au niveau des tests de mathématiques et de langues dans le troisième et sixième degré, ainsi que des sciences naturelles dans le sixième degré. Dans la première étude du Laboratoire de l'Amérique latine pour l'Evaluation de la Qualité de l'Enseignement de 1998, les Cubains occupaient déjà la première place. Et finalement, si toute l'Amérique latine connaissait le taux de mortalité infantile de Cuba, 308.000 enfants mourraient en moins chaque année, cela veut dire 843 par jour.

Toutes les données précitées sont basées sur les chiffres de l'ONU. Nous estimons que Cuba est un exemple qui montre comment, avec peu de moyens, un monde meilleur est possible. Il n'est dès lors pas surprenant que la population cubaine ait, au mois de janvier dernier, massivement participé au processus électoral, confirmant ainsi son soutien au projet de la Révolution cubaine.

Néanmoins, c'est précisément sur le point de la démocratie et des élections libres qu'on critique souvent le Cuba. La plupart du temps le système électoral à Cuba n'est pas ou insuffisamment connu. Nous sommes convaincus que le système Cubain remplit les conditions démocratiques les plus importantes.

Cuba se base sur le droit des peuples à l'autodétermination, comme cela a été défini lors de la conférence mondiale pour les Droits de l'Homme à Vienne en 1993.

Lors de cette conférence on a reconnu le droit des peuples pour construire une démocratie basée sur la libre volonté de la population pour déterminer son propre



# INITIATIVE CUBA SOCIALISTA

régime politique, économique, social et culturel. Le Cuba moderne a construit son système démocratique, basé sur ses propres racines historiques et sur le patrimoine d'idées social, humaniste et patriotique de ses ancêtres.

A Cuba existe un système à un parti, qui retourne sur le Parti Cubain Révolutionnaire historique, fondé par le combattant de la liberté José Martí vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Le but de Martí était d'atteindre l'indépendance de Cuba et d'éviter l'annexion du pays par les USA. Ces objectifs sont aujourd'hui toujours à l'avant plan, vu que cet île est la victime d'un blocus économique, commercial et financier déjà 16 fois dénoncé par le Conseil Général de l'ONU, à côté d'autres mesures hostiles, qui ont comme but de renverser le régime politique existant sur l'île.

Les décisions de ce parti sont seulement contraignantes pour ses membres. Il ne s'agit pas d'un parti électoral. Constitutionnellement le parti communiste Cubain est exclu de la rédaction des listes électorales et d'une participation au système électoral. Le système électoral garantit tous les éléments de la démocratie. N'oublions pas non plus que tous les citoyens Cubains peuvent jouir d'une bonne éducation et sont de cette manière là capables de faire des choix réfléchis et intelligents.

Quelques aspects importants du système électoral sont:

à partir de 16 ans chaque citoyen est automatiquement et gratuitement inscrit comme électeur. Les candidats sont élus directement par les électeurs. Chaque citoyen Cubain peut élire et être élu.

Il n'y a pas de campagne électorale. La participation de tous les candidats et leur curriculum est communiquée par les autorités de manière uniforme à la population. Les chances d'un candidat ne sont en aucun moment déterminées par ses capacités financières ou par son influence au sein des media ou autres groupes de pouvoir. Le vote est libre et secret. Vu qu'il n'y a pas de listes de partis, on vote directement pour le candidat qu'on veut appuyer. Les urnes sont scellées. L'ouverture des urnes et le comptage des voix sont publics. Tous, aussi des étrangers, peuvent assister sans qu'une autorisation spéciale soit exigée. Les candidats peuvent seulement être élus par majorité, cela veut dire qu'ils doivent au moins obtenir 50% plus 1 des voix valablement émis. Eventuellement un deuxième tour est organisé.

Tous les organes représentatifs de l'état sont éligibles. Tous les élus doivent deux fois par an rendre des comptes envers leurs électeurs. Ils peuvent à n'importe quel moment de leur mandat être démis.

Malgré que le vote ne soit pas obligatoire il y a une participation très élevée de la population aux élections. Dans tous les processus électoraux depuis 1976 plus de 95% des électeurs potentiels ont participé. La part des voix nuls ou invalides est minime.

Les députés sont élus pour un mandat de 5 ans. Au parlement les secteurs les plus divers de la société Cubaine sont représentés.

L'Assemblée Nationale choisit parmi les députés les membres et le président du Conseil d'Etat. Le président du Conseil d'Etat est chef d'état et du gouvernement. Cela veut dire que le chef d'état cubain doit participer à deux processus électoraux: il est d'abord élu comme député par la population et deuxièmement comme chef



## INITIATIVE CUBA SOCIALISTA

d'état par ses co-députés. Le Conseil National est l'organe national le plus élevé. Le chef d'état n'est pas autorisé à dissoudre ce Conseil.

L'initiative pour une nouvelle législation peut venir des députés, de la Cour de Justice Supérieure, des organisations sociales comme les syndicats, mouvement de femmes ou organisations étudiantes, mais aussi des citoyens mêmes. Dans ce cas-là l'initiative doit être signée par au moins 10.000 électeurs. Les lois doivent être votées par une majorité au Conseil National. On vote seulement sur une nouvelle loi après une large consultation et discussion avec tous les concernés. Pour faire ça le parlement peut se déplacer dans les ateliers, écoles et universités, ou à la campagne, afin de rendre possible cette forme directe participative de démocratie. Jusque là l'essence du système Cubain démocratique qui a été instauré par une très large majorité de la population et qui a été approuvé par referendum.

Le Conseil National élu en janvier compte 42 femmes (2<sup>e</sup> place au niveau mondial après la Suède). Environ 61% des parlementaires sont nés après la révolution et 63% sont nouvellement élus au parlement. Dans le Conseil d'Etat élu le 24 février 2008 siègent 41,8% de nouveaux membres.

Nous croyons que la critique permanente de la situation des droits de l'homme à Cuba qu'un certain nombre d'organisations et instances exercent, en dépit du fait que les données précitées sont disponibles, ne fait que montrer un manque de respect de la souveraineté de ce pays. Certaines forces semblent ne pas pouvoir accepter que ce pays utilise un autre modèle politique, qui porte d'ailleurs ses fruits pour la population.

Par la présente, nous voulons mettre en lumière la situation des Droits de l'Homme à Cuba, dans le cadre de l'Examen Périodique Universel.

Je vous prie d'agréer, cher Monsieur, chère Madame, l'expression de notre respectueuse considération.

Katrien Demuynck  
Présidente  
Initiative Cuba Socialista  
Belgique